

# **CAHIERS DU CRISES**

**Collection «Études de cas d'entreprises d'économie sociale»**

*No ES9910*

Le potentiel des jardins communautaires pour le  
développement des collectivités locales:  
éléments pour l'analyse de l'intervention au  
Mexique et au Québec

par Manon Boulianne

Copublication du CRISES et de la CRDC-UQAH

*avril 1999*

**Note sur l'auteur :**

Manon Boulianne détient un doctorat en anthropologie sociale. Ses travaux de recherche ont principalement porté sur la paysannerie, les rapports de genre et l'urbanisation au Mexique. Elle mène actuellement une recherche postdoctorale sur les jardins communautaires québécois et mexicains dans le cadre du Centre de recherche sur les innovations sociales dans l'économie sociale, les entreprises et les syndicats (CRISES). Pour ce faire, elle bénéficie d'une bourse du Centre de Recherche pour le Développement International (CRDI). Ce texte est la version écrite d'un exposé présenté à l'automne 1998 dans le cadre d'un séminaire de la Chaire de recherche en développement communautaire de l'UQAH. Madame Boulianne présente ici quelques résultats préliminaires de sa recherche en regard du potentiel des jardins urbains pour le développement des collectivités locales.

## PRÉSENTATION DE LA COLLECTION

La collection des "entreprises d'économie sociale" présente des études réalisées dans le cadre de l'un ou l'autre des chantiers de recherches de l'axe Économie sociale du CRISES<sup>1</sup>.

Dans cette collection, on retrouvera donc quatre séries d'études. Une première sera constituée de monographies de fonds de développement régional, local et communautaire qui ont été réalisées pour la plupart dans le cadre du projet CRISES/PRO-FONDS. Une deuxième série porte sur les entreprises associatives qui ont des objectifs d'insertion sociale et professionnelle. Une troisième est constituée d'études de dispositifs d'accompagnement du développement local (CDEC, CDC, SADC, etc.) qui exercent des fonctions de gouvernance locale et qui soutiennent des initiatives relevant de l'économie sociale. Enfin, on retrouvera également des études de coopératives de services, de coopératives de travail et de coopératives de travailleurs-actionnaires qui répondent à leur façon aux défis de la crise de l'emploi et de l'État-providence .

Chaque étude a l'ambition de décrire méticuleusement chacune des initiatives selon une grille méthodologique qui cherche à mettre en lumière entre autres 1) les conditions d'émergence de ces entreprises et organisations, 2) les formes organisationnelles (organisation du travail et mode de gestion), 3) les formes institutionnelles (rapport à l'État, statuts juridiques, répartition du pouvoir entre les divers acteurs), et 4) les impacts sociaux et le rapport au milieu. Visant avant tout à faire une bonne description des catégories d'observation, ces études sont révélatrices des rapports et des conditions dont l'économie sociale est tributaire tout comme de la grande diversité et de la créativité dont chacune des organisations fait preuve.

Ces études de cas s'inscrivent dans une étape essentielle de la démarche de recherche sur l'économie sociale du CRISES. Ensemble, elles composent le matériel d'analyse des chercheurs du CRISES qui visent, par l'étude d'expérimentations spécifiques, à cerner leur potentiel en termes d'innovations sociales, de diffusion et de démocratisation des rapports sociaux, et de régulation sociale de l'économie. Ces études qui seront reprises dans le cadre d'analyses comparatives, présentent dès maintenant un intérêt certain, non seulement pour la recherche mais pour tous ceux et celles qui veulent approfondir la théorie et les pratiques liées à l'économie sociale, notion qui fait de plus en plus l'objet de débats sur la scène publique.

Benoît Lévesque, coordonnateur  
Lucie Mager, professionnelle

---

<sup>1</sup> L'économie sociale est l'un des deux axes de recherche du Centre de recherche interuniversitaire sur les innovations sociales dans les entreprises, les syndicats et l'économie sociale (CRISES). Cet axe regroupe, à travers un recoupement de différents réseaux, un noyau d'une quinzaine de chercheurs et une vingtaine d'étudiants à la maîtrise, au doctorat ou en stage post-doctoral en provenance de différentes universités québécoises (UQAM, UQAH, UQAR, Lavai, HEC, Concordia), qui travaillent autour d'une même problématique sur une dizaine de projets de recherche différents. On trouvera une liste complète de ces projets de recherche dans le dernier rapport annuel d'activités du CRISES. Sur la problématique développée dans le cadre de l'équipe Économie sociale du CRISES, voir les Cahiers du CRISES no 9504 et 9505. Pour les premiers résultats du projet de l'équipe PRO-FONDS, voir le cahier du CRISES no 9610; voir aussi le Profil socio-économique des Fonds de développement local et régional au Québec, BFDR-Q, mai 1997. Pour la méthodologie des études de cas, voir Cahiers du CRISES no 9605, Yvan Comeau, Grille de collecte et de catégorisation des données pour l'étude d'activités de l'économie sociale, 1996. Enfin, on trouvera aussi des informations utiles sur l'économie sociale sur le site web du CRISES, à l'adresse <<http://www.unites.uqam.ca/crises>>.

## TABLE DES MATIÈRES

<b>Introduction</b> .....	1
1. Agriculture urbaine, jardinage communautaire et développement .....	1
2. Les jardins communautaires mexicains.....	4
2.1 L'écologie sociale à Miravalle.....	5
2.2 Les jardinets de Tepoztlân.....	10
2.3 Les jardins en contenants de Xochimilco .....	13
3. Les jardins communautaires québécois.....	17
3.1 Les jardins collectifs des Bois-Francis.....	18
3.2 Le jardin communautaire biologique le Tourne-Sol .....	21
4. Jardins, intervention et collectivités locales: quelques repères .....	23
<b>Références bibliographiques</b> .....	25
 <b>Tableau:</b>	
Jardins communautaires mexicains et québécois: éléments pour l'analyse de l'intervention.....	27

## **Introduction**

Ce texte porte sur le jardinage communautaire. Y sont présentées cinq expériences de jardins ayant cours au Mexique et au Québec. Bien qu'elles se déroulent dans des contextes distincts, elles sont abordées à partir d'une problématique commune, celle de leur contribution potentielle au développement local. Les données proviennent principalement d'observations *in situ* et d'entrevues réalisées entre juillet et octobre 1998 auprès d'une trentaine d'intervenants et de jardiniers au Québec et au Mexique. Chacune des initiatives présentées est unique; néanmoins, en organisant la description des cas autour de thèmes communs, certains parallèles s'imposent et des conclusions préliminaires se dessinent.

### **1. Agriculture urbaine, jardinage communautaire et développement**

Le jardinage communautaire est une forme particulière d'agriculture urbaine. La notion d'agriculture urbaine renvoie à une variété d'activités réalisées dans les limites ou en périphérie des agglomérations urbaines (Mougeot, 1994). Dans son acception la plus large, elle englobe la production de légumes, de fruits, d'herbes, de fleurs, de champignons; l'élevage de porcs, de cochons d'inde, de chèvres, de volaille; l'aquiculture, l'apiculture, les activités de production forestière ainsi que la transformation et la vente des produits de ces activités dans les villes (Egziabher, 1994: 86). Dans un sens plus restreint, elle réfère uniquement à la production d'aliments en milieu urbain (Nugent, 1997). C'est cette dernière acception qui est utilisée ici.

Dans cette recherche, trois types de jardins sont regroupés sous l'appellation de jardins communautaires. Les jardins du premier type sont constitués d'un ensemble de lopins contigus situés dans un espace commun géré de façon collective. Chaque jardinier exploite son lopin comme bon lui semble, dans les limites des règlements établis par l'assemblée des membres. Les jardins collectifs constituent un second type

inclus dans la notion de jardins communautaires. Dans ce cas, il s'agit d'une parcelle unique exploitée par un ou plusieurs groupes de jardiniers. Le dernier type de jardins communautaires correspond aux potagers domestiques issus d'une intervention de développement. Dans ce cas, les jardiniers n'entrent pas en interaction sur un espace public. Chacun cultive son lopin chez soi, dans sa cour. Cependant, ces jardins ont été mis en place sous l'égide d'organismes voués au développement communautaire. Les jardins y sont donc conçus comme un outil de développement communautaire. C'est au Mexique que l'on trouve ce genre d'intervention en agriculture urbaine.

La production d'aliments en milieu urbain est loin d'être une réalité nouvelle. De tout temps, les habitants des villes ou des zones périurbaines ont pratiqué le maraîchage et la petite production vivrière. Cependant, au cours des trente dernières années, l'agriculture urbaine s'est constituée en un nouveau champ d'intervention dans le domaine du développement international. Au début des années 1970, certains consultants en développement international commencent à employer l'expression « agriculture urbaine » pour faire référence à des projets d'intervention visant à aider les populations locales à mettre en place ou à améliorer les conditions nécessaires à la production d'aliments en zone urbaine. Aujourd'hui, l'expression est largement reconnue dans le milieu du développement international. L'agriculture urbaine constitue même, chez certaines organisations œuvrant dans ce domaine, un volet prioritaire de recherche ou d'intervention. Tel est le cas au Centre de recherches pour le développement international (CRDI) d'Ottawa, ainsi qu'au Réseau international de l'agriculture urbaine (TUAN), à Washington.

Il n'y a cependant pas qu'au Sud que l'agriculture urbaine fasse l'objet d'interventions de développement. Dans les pays du Nord, aux prises eux aussi avec des problèmes sociaux provoqués par la mondialisation d'une économie néolibérale - montée généralisée de la pauvreté et de l'exclusion, perte des référents identitaires liés à l'emploi, dégradation environnementale, etc. - l'agriculture urbaine et, notamment, le jardinage communautaire, sont considérés par un nombre croissant d'intervenants

comme une activité devant être encouragée par les pouvoirs publics puisqu'elle serait susceptible de contribuer à la résolution de plusieurs de ces problèmes<sup>1</sup>. Devant la multiplication des expériences mises de l'avant, une question se pose : ces interventions favorisent-elles le développement local? Pour en juger, il importe d'évaluer, à l'aide de cas concrets, quels sont les impacts de ces interventions sur le changement social, ce qui permettra d'identifier sous quelles conditions le jardinage communautaire peut jouer un rôle favorable pour le développement local.

Mon analyse des expériences de jardinage communautaire est organisée autour de six éléments : 1) les visées des promoteurs, 2) le statut juridique des organisations, 3) leurs sources de financement, 4) les activités réalisées, 5) les catégories de participants et 6) les impacts sociaux des jardins<sup>2</sup>. J'y établis une relation entre les visées des promoteurs de jardins, les types d'organisations qui les prennent en charge, leurs implications pour les individus qui y participent ainsi que pour la collectivité. Cette approche, qui découpe la réalité en trois champs distincts, s'inspire de celle mise de l'avant par Labrecque (1997) pour l'analyse des impacts des projets de développement sur le changement social et plus particulièrement sur les rapports de genre en Colombie. Le premier de ces champs est celui des structures; le second, celui des organisations et le troisième, celui des individus.

---

<sup>1</sup> Le jardinage communautaire est une activité d'auto-production qui demeure en grande partie sous le contrôle des jardiniers et qu'on réalise dans un cadre de coopération et de solidarité. Plusieurs chercheurs et intervenants ont déjà souligné certains de ses bénéfices pour les collectivités locales. Hynes (1997) affirme que le jardinage communautaire favorise l'acquisition d'une meilleure estime de soi. Pour Cérézuelle (1996), le sentiment de pouvoir échapper aux grands systèmes de production et aux marchés agroalimentaires interplanétaires, à un monde où tout passe par le marché, en produisant ses aliments de façon autonome et en acquérant la capacité de donner les produits de notre travail, créant ou recréant ainsi des liens sociaux, représente une dimension importante du jardinage. Landman (1993) affirme pour sa part que le jardinage communautaire contribue au développement d'un sentiment d'appartenance par rapport à un territoire, à un quartier, à un groupe.

<sup>2</sup> L'Association américaine des jardins communautaires (Malakoff, 1998) attribue un ensemble de bénéfices au jardinage communautaire. S'ils n'ont pas tous fait l'objet de recherches systématiques, ils seraient néanmoins palpables par tous les participants dans le milieu des jardins communautaires. Quoiqu'il en soit, l'alimentation, l'environnement, l'emploi, l'estime de soi, l'identité, la citoyenneté, la démocratie, la cohésion sociale et la qualité de vie sont tous interpellés, bien qu'à des degrés différents, selon les cas, par l'activité de jardinage communautaire.

Cette analyse permettra de montrer que certaines expériences de jardins communautaires sont menées par des organismes qui, dès la conception du projet, favorisent une dynamique de participation où les jardiniers se conçoivent et s'activent comme des sujets et des acteurs sociaux tandis que d'autres concourent davantage à les enfermer dans une image passive d'eux-mêmes tout en les confinant dans un statut de bénéficiaires de politiques et de programmes sociaux.

## **2. Les jardins communautaires mexicains**

Au Mexique, le jardinage communautaire prend des formes particulières liées aux obstacles qui restreignent l'accès au sol urbain pour des groupes communautaires. Le sol y est en effet l'enjeu de luttes féroces entre communautés paysannes, promoteurs fonciers, spéculateurs et groupes populaires<sup>3</sup>. L'expansion des villes implique généralement l'occupation illégale de territoires agricoles ou de terres publiques dénudées de toute infrastructure urbaine par des groupes de familles pauvres. Celles-ci sont désireuses d'obtenir un terrain pour s'y établir parce qu'elles sont dans l'impossibilité de payer un loyer ou de se procurer un terrain ou une maison par le biais des voies légales d'accès à la propriété. Ces gens sont la plupart du temps guidés par des leaders cooptés par les partis politiques et qui cherchent à se créer du capital politique. Une fois l'occupation réalisée, l'habitat temporaire, souvent érigé de matériaux usagés récupérés, est remplacé progressivement par des matériaux en dur. Les services d'aqueduc, d'énergie électrique, d'égouts, sont installés au fil des ans à la suite de revendications et moyennant l'apport financier des résidents. Puisque la valeur des terrains augmente considérablement suite à ces développements, il arrive que les premiers habitants d'un quartier revendent à des gens plus aisés et recommencent

---

<sup>3</sup> On se référera au tableau synthèse inséré à la fin du texte pour une mise en perspective des expériences décrites. À ce sujet, voir Boulianne (1997).

ailleurs. Les municipalités n'ont en général que de faibles réserves territoriales, le plus souvent destinées au développement de zones commerciales ou industrielles. On comprend donc qu'il soit assez difficile de trouver un terrain susceptible d'être aménagé en jardin. De plus, dans un pays où 80% de la population vit dans la pauvreté, il est presque impensable d'implanter un jardin sur un espace ouvert : les légumes seraient vite pillés.

Le lombricompostage est en fait davantage en vogue au Mexique que le jardinage communautaire. Un récent séjour de recherche a permis de constater que les expériences de ce genre sont en émergence mais demeurent encore rares. Elles sont, comme le reste des activités du pays, concentrées dans la zone métropolitaine de la ville de Mexico. C'est d'ailleurs là que se situe le premier projet de jardins communautaires que nous allons examiner.

### *2.1 L'écologie sociale à Miravalle*

Le Centre Communautaire d'Éducation et d'Action Environnementale Miravalle (CECEAMI) est formé d'un petit groupe de personnes qui se font les promoteurs de l'écologie sociale. Par écologie sociale, il faut entendre un ensemble d'actions visant à améliorer la qualité de l'environnement tout en impliquant et en bénéficiant directement à la population locale.

Miravalle est un quartier populaire qui compte une dizaine de milliers d'habitants. Il est juché sur les pentes du volcan Guadalupe, dans la Sierra de Santa Catarina, au sud-est de la ville de Mexico. Quand le temps et le smog le permettent, ses habitants jouissent d'une vue prenante sur la vallée dans laquelle la ville est érigée, d'où l'appellation de Miravalle.

Le peuplement de ce quartier remonte à une quinzaine d'années en arrière. Auparavant, ces terrains de pierre volcanique appartenaient à des paysans qui y

cultivaient le *nopal*, un agave aux feuilles comestibles qu'on apprête de différentes façons. Comme bien d'autres membres des communautés agraires situées à proximité de la grande ville, les paysans des ejidos Los Reyes et Santiago Acahualtepec ont cédé leurs parcelles à des spéculateurs. Ceux-ci les ont loties à leur tour et revendues à des familles en quête d'un bout de terrain où construire une maison et un patrimoine qu'ils laisseraient à leurs enfants. C'est ainsi que Miravalle a vu le jour, sur ce coin de terre aride tout près du ciel.

Comme dans d'autres quartiers populaires de Mexico, le sous-emploi prédomine à Miravalle. La grande majorité des activités rémunératrices de la population se situent dans le secteur informel de l'économie, notamment dans le commerce ambulant et le service domestique. Les habitants de Miravalle ont dû se coordonner dès le départ afin d'avoir accès aux services d'énergie électrique et d'obtenir de l'eau potable. Une organisation de citoyens fut mise sur pied dès les premières années de vie du quartier<sup>4</sup>. Cette première organisation s'est plus tard scindée et a donné lieu à la formation de groupes structurés œuvrant dans l'approvisionnement, l'éducation, la santé et l'écologie.

Ces organisations furent mises sur pied à partir de l'intervention de jeunes étudiants universitaires en agronomie et en médecine de l'Université autonome de Mexico à Xochimilco. Elles se sont incorporées fin 1994 pour former la Coordination Communautaire Miravalle (COCOMI). Ses principaux objectifs sont la prise en charge de son développement par la collectivité, la transformation des rapports de genre et l'amélioration de la qualité de vie dans le quartier. Le CECEAMI constitue une des quatre composantes de la COCOMI.

Les membres du CECEAMI exploitent un jardin communautaire sur un terrain municipal de 2500 mètres carrés situé aux limites du quartier. Ils y font pousser des

---

<sup>4</sup> Cette première organisation se trouvait sous l'égide de frères maristes venus s'installer dans le quartier dans le but d'y fonder une école primaire.

haricots, des radis, des carottes, des laitues, de la coriandre ... et des *nopales*. Ce terrain devait servir à l'établissement de l'école secondaire des frères maristes. Cependant, en 1993, à la suite de son expropriation par le gouvernement de la ville de Mexico dans le but de créer la réserve écologique de la Sierra de Santa Catarina, toute construction a été bannie dans ce périmètre. C'est alors que surgit l'idée d'y établir un jardin communautaire organique. Comme il s'agissait d'une activité compatible avec le nouveau zonage, la municipalité donna son autorisation et accepta de prêter le terrain. Le jardin fut d'abord dirigé par les frères maristes mais le CECEAMI le prit en charge dès sa création.

Depuis, les activités du groupe promoteur de l'écologie sociale se sont diversifiées. Outre l'exploitation de l'espace collectif en parcelles individuelles d'environ 500 mètres carrés, les membres du groupe ont initié le lombricompostage. Il y a un marché émergent pour ce type d'engrais organique et le leader du groupe - un jeune agronome qui a contribué alors qu'il était étudiant à la mise sur pied du jardin et qui s'est établi depuis dans le quartier - espère que cette activité puisse devenir une source de revenus fixes pour les membres du groupe. On aurait alors créé une entreprise collective. La vente de compost ne permet pas encore de verser des rétributions fixes. Pour le moment, on a plutôt choisi, avec les revenus obtenus, de créer un fonds de sécurité d'où les membres pourront emprunter en cas de besoin (maladie, décès dans la famille, etc.). Jusqu'à présent, le groupe a bénéficié de subventions d'agences •gouvernementales et privées mexicaines et internationales pour maintenir et développer ses activités.

Les membres du CECEAMI, qu'ils aient ou non des connaissances préalables en agriculture, apprennent des techniques de culture organique et de fabrication de lombricompost à partir de déchets domestiques. Ils récupèrent des déchets verts des kiosques de légumes établis dans le quartier. Ils instruisent les autres habitants du quartier lors de journées de sensibilisation organisées autour de la problématique environnementale. Ils donnent des cours d'horticulture aux enseignants, aux parents et

aux élèves des écoles maternelles et primaires avoisinantes. On y trouve maintenant de petits jardins organiques.

Le groupe travaille aussi en coordination avec les autres composantes de la COCOMI. Par exemple, ses membres ont organisé, conjointement avec la composante «éducation», qui s'investit surtout dans l'alphabétisation des adultes, des sessions de formation en horticulture pour jeunes décrocheurs. Ils enseignent aux membres de la clinique communautaire de santé à reconnaître les plantes ayant des propriétés curatives, tandis que ces derniers leur montrent comment transformer ces plantes en produits médicinaux. Avec les femmes qui travaillent bénévolement au magasin communautaire, ils partagent les connaissances acquises sur les bienfaits de certaines céréales peu valorisées sur le marché, lesquelles apparaissent ensuite sur le comptoir du magasin et sont présentées comme des alternatives nutritives et peu coûteuses face aux produits manufacturés.

Les membres du CECEAMI forment une organisation dont le fonctionnement est démocratique et axé sur la solidarité. Les décisions qui concernent l'ensemble du groupe sont prises par consensus. Chacun des membres a des tâches communautaires à remplir, telles le brassage, le tamisage du compost, sa mise en sac et la surveillance du terrain<sup>5</sup>. Les intéressés peuvent s'engager à travailler comme promoteurs environnementaux. Ce travail bénévole leur permet de recevoir, si les conditions financières le permettent, une bourse annuelle. Elle a une valeur plutôt symbolique. Tous les membres sont éligibles à des postes de direction. Un représentant du groupe siège à l'assemblée de la COCOMI.

Les impacts sociaux de ce projet, aussi «micro» puisse-t-il paraître, se font déjà sentir. Chez certains membres du groupe, on a pu observer une transformation importante. Une des participantes, autrefois analphabète, prend maintenant plaisir à

---

<sup>5</sup> Une fois les légumes en croissance, il faut constamment surveiller le terrain. Les vols y sont fréquents.

enseigner aux jeunes enfants et à leurs parents comment on peut faire un jardin dans un espace réduit, quels feuillages et quelles fleurs sont comestibles, quelles sont les propriétés curatives de telle ou telle plante. En plus d'œuvrer comme promotrice, elle est aussi une membre active du magasin communautaire. Comme les autres femmes qui s'y investissent, elle travaille six jours par semaine au comptoir de ce magasin entièrement géré par le groupe. Sans but lucratif, celui-ci offre des prix plus avantageux que les établissements commerciaux. La coordonnatrice, choisie parmi les membres, est remplacée chaque mois. C'est dire que toutes doivent, à tour de rôle, remplir cette tâche. Ces femmes ne reçoivent aucun salaire pour leur travail. A la fin de chaque mois, elles se répartissent un «panier» de produits d'une valeur de 40 pesos, soit environ 7 dollars. Cela semble peu. Mais pour ces femmes, se rendre utiles, s'impliquer, aider la communauté, partager leurs temps avec d'autres femmes avec lesquelles elles disent former une famille, a beaucoup plus de valeur qu'un panier mensuel de victuailles.

Une autre participante a décidé de s'incorporer au groupe d'écologie sociale après avoir été gravement malade. Elle sentait le besoin de faire quelque chose, non seulement pour elle, mais aussi pour les autres. Après seulement quelques mois, elle est devenue promotrice. Pour un autre membre du groupe, âgé de 50 ans et sans emploi depuis plusieurs années, le groupe d'écologie sociale représente un espoir, l'espoir de se sortir de la pauvreté. Depuis qu'il a commencé à s'investir dans la plantation de *nopales* et qu'il s'acquitte de ses tâches dans la fabrication du compost, il a changé. Auparavant, il passait son temps à dire, comme bien d'autres: «le gouvernement devrait faire ci, le gouvernement devrait faire ça...». Cet immobilisme provoqué par la façon paternaliste dont l'État mexicain traite la population se double d'un certain fatalisme. Aujourd'hui, il croit un peu plus aux gens, moins aux politiciens.

Les impacts sociaux de l'existence du groupe d'écologie sociale à Miravalle sont multiples et concernent aussi bien la collectivité que les individus : formation de leaders; reconnaissance sociale des participants dans leur famille et la communauté; affirmation et fierté accrue, chez les femmes, du travail qu'elles réalisent, qu'il soit ou

non rémunéré; transformation des relations de genre; responsabilisation des participants, qui deviennent des acteurs de changement dans leur milieu et prise en charge accrue aux plans individuel et collectif.

## *2.2 Les jardinets de Tepoztlân*

Tepoztlân est une municipalité à prédominance rurale dont le chef-lieu, la ville de Tepoztlân, se trouve à environ 80 km au sud-ouest de Mexico. Située au cœur d'un massif montagneux aux formes excentriques, le *Tepozteco*, la ville jouit d'un climat agréable toute l'année, ce qui la rend particulièrement attrayante comme lieu de villégiature pour les classes aisées de Mexico. Au bord des étroites rues en pierres de Tepoztlân sont érigées un peu partout de grandes maisons appartenant aux riches mexicains. Ils n'y viennent que quelques semaines par années, laissant le soin à des *Tepoztecos*, engagés comme employés ou employées domestiques, de les entretenir pour eux.

Les gens de Tepoztlân tiennent à leurs traditions, qui demeurent encore aujourd'hui bien vivantes. Ils possèdent une forte identité locale et savent être solidaires. C'est ainsi qu'un projet de construction d'un club de golf et d'un quartier résidentiel de luxe présenté en 1994 par une firme privée et approuvé par la mairie, le gouverneur de l'État et le ministère de l'Environnement, dut être mis sur les tablettes • car les habitants de Tepoztlân n'en voulaient pas. Il n'était pas question de laisser envahir et détruire leurs terres et leurs forêts par des capitalistes venus de l'extérieur. Ils résistèrent collectivement à toutes les tentatives de persuasion de la part du gouvernement, dont certaines passèrent par la répression violente et une série d'arrestations.

Luna Nueva, une ONG de développement communautaire fondée par trois mexicaines, oeuvre dans la municipalité de Tepoztlân, notamment auprès des femmes, depuis une douzaine d'années. En 1996, l'organisation obtient de la fondation Kellogg's

une subvention afin de réaliser un projet axé sur l'alimentation alternative. Le projet contient trois volets: nutrition, microentreprise (boulangerie et conservation d'aliments au sein d'un centre communautaire) et production horticole. Les visées des promoteurs du projet sont de favoriser l'autoproduction familiale d'aliments frais et sains chez les populations marginalisées, particulièrement en milieu rural, dans le but d'améliorer la qualité de leur alimentation, tout en leur permettant d'économiser sur l'achat de légumes ou, le cas échéant, les inciter à la consommation de légumes. L'objectif principal de l'intervention de Luna Nueva concerne donc la sécurité alimentaire. Deux agronomes et un technicien en horticulture sont engagés et, en un an, 179 jardinets organiques sont créés dans la municipalité, dont une trentaine en milieu urbain. Ces jardinets ont une superficie de 1 m X 1,5 m. Ils sont aménagés sur l'espace domestique, c'est-à-dire sur les terrains privés, tout près des maisons des participants.

Dans la ville de Tepoztlan, on fit la promotion du programme au moyen de hauts-parleurs installés devant les chapelles de chaque quartier afin de recruter des participants. Après une assemblée d'information, les personnes intéressées pouvaient s'inscrire. Un premier atelier de formation avait lieu chez un ou une volontaire. Cette personne «recevait» alors le premier jardinet. Le jour prévu pour la tenue de l'atelier, le ou la volontaire devait avoir délimité l'endroit propice à l'aménagement du jardin et amendé le sol à l'aide du compost fourni gratuitement par l'organisme.

Sur place, lors d'une session théorique et pratique, on enseignait la fabrication du compost domestique et on procédait aux semences et à la transplantation des semis. Les participants apprenaient comment préparer leur propre terrain afin qu'ils puissent à leur tour recevoir semences et semis. L'un après l'autre, ils étaient visités par le technicien qui leur remettait deux sacs de compost (40 kilos) puis, une fois leur jardinet aménagé, des graines et des semis. Le tout était offert gratuitement.

La majorité des personnes qui ont aménagé un jardinet n'ont cependant assisté

ni au premier atelier, ni aux suivants. Ceux-ci concernaient le contrôle organique des maladies et des insectes nuisibles, la conservation des légumes et la récolte des graines. Plusieurs des participants, qui s'intéressaient déjà au jardinage, voulaient surtout profiter des conseils horticoles donnés par les agronomes lors des visites individuelles.

La technique préconisée par Luna Nueva est celle de l'horticulture organique intensive. Sur une surface réduite, en sachant combiner adéquatement les cultures, il est possible de lutter contre les insectes nuisibles et d'obtenir un rendement élevé pour une gamme assez large de légumes, l'année durant (sous le climat de Tepoztlân et en autant qu'il y ait suffisamment d'eau pour l'arrosage). Un lopin de deux mètres carrés permet de cultiver simultanément sept espèces différentes de légumes, par exemple brocolis, betteraves, radis, coriandre, laitue, oignons, bettes à cardes.

Les personnes qui participent au projet de jardinets de Luna Nueva, des femmes en majeure partie, sont extérieures à l'organisation. Elles ne participent ni à la planification, ni à la formation des autres, ni au suivi, qui demeurent sous l'entière responsabilité du personnel employé par l'ONG à cette fin. Les participants n'établissent pratiquement pas de contacts entre eux. Chacun, chacune fait sa petite affaire. On s'informe bien, si on rencontre dans la rue une autre personne qui a un jardinet, de l'état de celui-ci, mais sans plus. Ainsi, les groupes qui sont formés dans le but de donner des ateliers à plusieurs personnes à la fois n'ont pas d'existence en-dehors de ces rencontres.

Les impacts de ce projet concernent surtout les individus et leurs familles. En effet, on a remarqué que certains membres des maisonnées impliquées, qui prennent la responsabilité des lopins, semblent en tirer une grande fierté et une satisfaction évidente, notamment les enfants et les personnes souffrant d'un handicap physique ou intellectuel. Les produits du jardinage sont consommés principalement par les membres de la maisonnée du jardinier ou de la jardinière. Des enfants mariés et qui ont leur

propre maisonnée ont également accès aux produits du jardin. On assiste ainsi à un renforcement des liens familiaux à travers les dons qui sont réalisés entre les membres des familles élargies. Cependant, le projet ne semble pas, du moins dans sa phase actuelle, provoquer de dynamique particulière au sein de la communauté.

Malgré l'intention de Luna Nueva de donner aux participants les outils nécessaires afin qu'ils et elles poursuivent leur jardinage de façon autonome, cet objectif n'a pas été atteint. Ceux-ci demeurent dépendants des employés de Luna Nueva pour renouveler semences et semis. De plus, la formation reçue est trop courte pour leur permettre de réagir adéquatement lorsqu'un problème se présente. Les jardins sont alors abandonnés.

### *2.3 Les jardins en contenants de Xochimilco*

Recréer un cycle naturel en miniature et en accéléré, telle est l'idée qui sous-tend le projet de jardins en contenants du Centre de développement et d'information pour les communautés et les zones rurales (CEDICAR - Centre de Desarrollo e Informacion para Comunidades y Areas Rurales) établi à Xochimilco, dans le sud de la ville de Mexico. Cette association civile, à but non lucratif, compte deux membres fondateurs. Tous deux agronomes, ils enseignent à l'université et militent dans 'différentes organisations mexicaines de producteurs, de penseurs et d'intervenants sociaux. Disposant de subventions d'organisations gouvernementales et non gouvernementales étrangères, notamment de la Suède, de l'Allemagne et du Canada, ainsi que de fondations mexicaines, le CEDICAR poursuit différentes activités de recherche et de diffusion de méthodes de production alimentaire respectueuses de l'environnement en milieu urbain. Depuis quelques années, une méthode d'horticulture en contenants réutilisés et requérant très peu de terre y a été mise au point. Des chaudières de plastique de 20 litres et des pneus usés sont transformés en jardinières.

Par le biais de la promotion de cette méthode, le CEDICAR vise à créer l'habitude de l'autoproduction de légumes chez les familles à faibles revenus des quartiers populaires du sud de la ville. La formule mise sur une pratique déjà répandue dans ces quartiers, soit celle de cultiver des plantes ornementales ou médicinales (l'aloès par exemple) dans des contenants en plastique, en verre ou en métal ayant d'abord renfermé des produits manufacturés (mayonnaise, peinture, bouteilles de Coca-Cola coupées, etc.). L'horticulture en contenants est présentée comme une alternative au potager domestique traditionnel là où il est impossible d'aménager un jardin en sol. Grâce aux contenants réutilisés, on peut faire son jardin potager dans une cour en béton, sur un balcon, sur un toit. Dans une ville comme Mexico, où la densité de population est élevée et l'espace disponible considérablement réduit, sauf pour les classes aisées, cette alternative permettrait d'améliorer les habitudes alimentaires des familles des jardiniers tout en évitant, pour les classes plus démunies, de dépendre des banques alimentaires ou autres organismes de charité. Parce qu'elle réutilise les déchets urbains, elle contribuerait du même coup à l'amélioration de l'environnement.

Le CEDICAR a développé un procédé qu'il enseigne aux groupes désireux de l'adopter. Des feuilles mortes sont déposées dans les contenants vides puis arrosées d'un fertilisant organique à base d'urine, de lombricompost ou de fumier. On y ajoute une couche d'humus d'environ cinq centimètres d'épaisseur. La jardinière est alors prête à recevoir graines ou semis. Au bout de huit à dix mois, les feuilles sont à leur tour transformées en humus et peuvent être utilisées au besoin pour préparer d'autres contenants.

En ville, cette méthode aurait de meilleures chances de réussite que le jardinage en terre. Outre son accessibilité en termes d'espace, un jardin en contenants exige moins d'arrosage, moins de préparation du sol et moins de désherbage qu'un jardin en terre; en somme, moins de travail. Cela facilite d'autant son adoption par les femmes, qui réalisent déjà la plus grande partie de leurs activités à la maison. Ce sont elles qui

s'intéressent le plus au jardinage. Il serait donc plus aisé de les inciter à la production horticole à partir de cette méthode qu'en faisant la promotion de potagers en terre.

Dix chaudières et trois pneus forment le jardin type du CEDICAR. Si on sait bien l'exploiter, il peut fournir 15% des besoins en légumes d'une maisonnée comptant cinq personnes. Comme bien des familles de Mexico ont une alimentation déficiente en légumes, même une production minimum représenterait une amélioration de leur diète.

Les participantes sont recrutées à l'intérieur de groupes sociaux déjà existants. Il s'agit d'associations civiles, de regroupements de citoyens, de mères dont les jeunes enfants fréquentent une même garderie, de membres d'une bibliothèque publique populaire, etc. Pour le CEDICAR, faire affaire avec des groupes déjà constitués est essentiel. Former ces groupes représenterait un trop grand investissement. De plus, cette façon de faire repose sur l'hypothèse que si les participantes se connaissent et entrent déjà en interaction sur une base régulière, elles vont s'entraider, en échangeant des conseils, des trucs techniques, des plants ou des semences. Cela facilitera leur travail et la continuité de leurs activités de jardinage.

Une fois réunies un nombre suffisant d'intéressées, un agronome du CEDICAR leur donne une formation technique, qui consiste en huit ateliers d'une durée moyenne d'une heure et demie chacun. Le lieu de réunion est la cour d'une des participantes qui ' se porte volontaire. Par la suite, on livre un jardin au domicile de celles qui le désirent. L'ensemble de treize contenants prêts à semer leur est vendu (afin de récupérer une partie des coûts de production) pour un montant équivalent à huit dollars canadiens. Le CEDICAR dispose d'une camionnette, acquise grâce à une subvention d'un organisme suédois d'aide au développement, pour faire le transport des contenants.

Comme le CEDICAR voit dans le jardinage un moyen d'améliorer la diète des classes défavorisées, il s'est associé à un autre organisme sans but lucratif afin qu'une formation en nutrition soit également dispensée aux groupes qui le souhaitent. Les

participantes ne sont associées à l'intervention qu'à titre de bénéficiaires même si elles appartiennent à des groupes préexistants. L'agronome, qui reçoit un salaire à partir des subventions obtenues, agit simultanément comme coordonnateur et intervenant. Il est secondé par un aide jardinier qui travaille sur le terrain de CEDICAR. On y trouve une serre, des boîtes et des tas de compost, des montagnes de pneus et de chaudières vides, des chaudières et des pneus préparés pour les semences, des jardins en contenants en pleine croissance ainsi qu'un jardin en sol expérimental.

Dans les quartiers où le CEDICAR est intervenu, bon nombre d'habitants parmi les plus âgés sont originaires de la campagne. Le coordonnateur du projet a pu observer que ce sont souvent des femmes âgées, originaires du milieu rural, qui prennent en charge le jardin une fois qu'il est installé dans la cour familiale. Pour certaines, qui étaient devenues oisives, le jardinage a permis de se valoriser, en jouant à nouveau un rôle actif dans la maisonnée et même, dans certains cas, de reprendre le contrôle de la cuisine qui était passé aux mains d'une fille ou d'une belle-fille. Les personnes handicapées manifestent aussi de l'intérêt pour ce genre de jardin, qui représente une activité créatrice et accessible. Les impacts des jardins en contenants semblent se limiter aux personnes qui jardinent et à leur maisonnée.

Deux ans après le début du programme des jardins en contenants, l'hypothèse du coordonnateur à l'effet que les membres des groupes participants allaient développer des relations plus solidaires autour du jardinage ne s'est toujours pas confirmée. Il incite bien les femmes à se parler, à s'échanger des semences mais, lorsqu'il leur rapporte des semis déjà prêts lors de visites de suivi, il constate que ce n'est pas le cas. D'ailleurs, les personnes qui jardinent espèrent et attendent la visite de l'agronome pour s'approvisionner, allant même jusqu'à lui demander d'apporter telle ou telle plantule lors de sa prochaine visite. L'autonomie qui permettrait d'achever un cycle et d'en recommencer un nouveau n'est pas atteinte. Pourtant, c'est d'elle dont dépend la pérennité des jardins. Combattre les insectes en appliquant des méthodes biologiques, se procurer de nouvelles semences ou du fertilisant organique lorsqu'un

cycle de production est terminé, préparer des semis, voilà autant de défis que la majorité des personnes qui adhèrent au programme ne relèvent pas. Ces «bénéficiaires» ne sont pas encore sortis d'une relation de dépendance envers un organisme qui intervient pour leur venir en aide.

### **3. Les jardins communautaires québécois**

Les jardins communautaires exploités individuellement mais gérés en collectif existent au Québec depuis la première moitié des années 1970 (Pedneault et Grenier, 1996 :9; Cosgrove, 1997). Ils se sont multipliés au cours des années 1980 alors que le mouvement de reverdissement des villes amorcé aux États-Unis une décennie plus tôt atteignait le Québec. Les jardinets mesurent généralement entre 12 et 15 mètres carrés. Habituellement, les municipalités facilitent l'accès à un terrain et fournissent une entrée d'eau principale de même que certains équipements, par exemple un cabanon ou des tables de pique-nique. Ces jardins communautaires sont administrés par un comité de membres élus aux postes de direction lors d'assemblées annuelles. Jusqu'à présent, ces jardins ont été considérés comme des équipements de loisirs.

Les jardins exploités en collectif n'ont pour leur part que quelques années d'existence au Québec<sup>6</sup>. Depuis quatre ans, des expériences de ce genre ont surgi çà et là. Elles sont soit axées sur la sécurité ou l'autonomie alimentaire, soit sur l'insertion ou la réinsertion sociale ou professionnelle. A Ste-Agathe des Monts, Warwick, Lavai, Longueuil, St-Hubert, Beauport, Maniwaki, plusieurs hectares de terres en friche situées

---

<sup>6</sup> Les jardins collectifs québécois ressemblent en plusieurs points à leurs homologues français. Ces derniers existent depuis une dizaine d'années. Ils se divisent en deux catégories. Les jardins appartenant à la première ont comme vocation la réinsertion sociale. Ils s'adressent à des personnes en difficulté qui ne peuvent pas, pour des raisons de santé ou autres, persévérer dans des activités visant la réinsertion par l'emploi. Ces personnes sont souvent en perte d'autonomie. Le recrutement et le suivi sont faits par des travailleurs sociaux et des animateurs. Les produits du jardin sont d'abord destinés à l'autoconsommation. Les jardins appartenant à la seconde catégorie visent l'insertion professionnelle. Appelés jardins de Cocagne ou de la solidarité, ils constituent de véritables entreprises d'économie sociale. Ils écoulent leurs produits sur le marché (Pouly, 1995).

en zone périurbaine ont servi à des projets lancés par des tables de concertation sur la faim ou la sécurité alimentaire, des cuisines collectives, des maisons de jeunes, des regroupements d'assistés sociaux ou des groupes d'écologistes. Ces initiatives visent à créer des emplois, produire des légumes sains, faciliter la réinsertion sociale de jeunes en difficulté ou encore offrir une formation pratique en horticulture biologique. Les jardins collectifs ont tous recours à des techniques organiques de culture. On n'y utilise aucun engrais chimique ou pesticide.

### *3.1 Les jardins collectifs des Bois-Francs*

Les jardins collectifs des Bois-Francs sont issus d'une initiative de partenaires régionaux partageant des préoccupations pour la problématique de la sécurité alimentaire. Il s'agit des cuisines collectives des Bois-Francs (un réseau qui regroupe sept cuisines), de la banque alimentaire de Victoriaville, du CLSC des Bois-Francs, du cégep de Victoriaville (qui offre une formation en techniques horticoles biologiques) et de la coopérative d'alimentation La Manne. Ce sont cependant les cuisines collectives qui sont les responsables du projet devant les bailleurs de fonds.

L'idée initiale était de créer un jardin communautaire en milieu urbain. Sans qu'il leur soit exclusif, les familles à faibles revenus ayant recours aux services de la banque alimentaire, des cuisines collectives ou du restaurant populaire auraient pu y participer et produire eux-mêmes une nourriture saine tout en se divertissant et en créant ou en renforçant des liens sociaux. N'ayant pas réussi à obtenir l'appui concret de la MRC d'Arthabaska, on abandonna cette conception du jardin communautaire. Dans sa seconde phase de gestation, alors qu'on entrevoyait la possibilité d'obtenir du financement de la part du Fonds québécois de lutte contre la pauvreté, le projet prit une tournure plus entrepreneuriale et éducative. Pour les techniciens en horticulture embauchés grâce à cette enveloppe budgétaire et qui assurèrent la direction du projet, on ne pouvait aménager un jardin d'une certaine envergure, qui permettrait

éventuellement de créer des emplois permanents et d'être rentable, sans avoir de clients ou de partenaires sûrs pour écouler la production. Afin de favoriser l'auto-prise en charge chez les couches défavorisées de la population, il ne pouvait non plus s'agir de nourrir gratuitement les gens. Il fallait plutôt contribuer à leur formation en horticulture biologique afin de promouvoir non plus la sécurité, mais plutôt l'autonomie alimentaire dans le respect de l'environnement.

Conçu dorénavant comme une entreprise d'économie sociale, le jardin s'orienta vers le concept d'agriculture soutenue par la communauté. L'ASC est pratiquée depuis plusieurs années en Europe et aux États-Unis. Elle commence à gagner en popularité au Québec. Elle consiste en un partenariat entre une ferme horticole biologique et un ensemble de consommateurs. Ces derniers contribuent aux coûts de production annuels de la ferme en payant à l'avance pour recevoir, toute la saison, des légumes frais.

Une subvention additionnelle de Service Jeunesse Canada permit l'embauche de dix jeunes sans emploi et ayant abandonné leurs études. Ils travaillèrent au jardin pendant six mois pendant lesquels ils bénéficièrent, en plus d'une formation en horticulture, d'un encadrement visant à les aider à définir leur orientation professionnelle.

Pendant l'hiver, les responsables du projet réalisèrent une série d'émissions de télévision portant sur le jardinage biologique avec la télé communautaire des Bois-Francs. L'épisode de la tempête de verglas de janvier 1998 était encore fraîche dans les mémoires. Le jardin domestique et le jardin collectif furent présentés comme des moyens de contrer la dépendance, dont on avait expérimenté les effets négatifs au début de l'hiver. Branchées sur le réseau des organismes communautaires de la région, elles firent connaître le projet de jardin collectif et invitèrent les gens à s'inscrire comme partenaires pour l'achat de paniers.

Le jardin fut aménagé sur une parcelle de cinq hectares. Les terres appartiennent à des agriculteurs de Warwick déjà impliqués dans le milieu communautaire et désireux de contribuer à une exploitation biologique d'utilité collective. Une partie des produits du jardin sont remis aux abonnés des paniers, qui sont au nombre de 70. Une autre partie est écoulee sur le marché, car le jardin fait affaire avec une dizaine de magasins d'alimentation de la région. Une autre partie des produits revient aux cuisines collectives. En échange, les membres des cuisines collectives vont donner un coup de main. Une fois par semaine, des bénéficiaires de la banque alimentaire se rendent aussi travailler sur le jardin et repartent avec des légumes. On retrouve donc différentes catégories de participants impliqués dans le jardin. Certains sont salariés, d'autres bénévoles. Les uns sont producteurs, les autres consommateurs, et d'autres encore producteurs et consommateurs.

Les jardins collectifs des Bois-Francis s'assimilent aux entreprises de l'économie solidaire, qui jouxtent des éléments de l'économie marchande, non-marchande et non-monnaire (Lévesque, Bourque et Forgues, 1997). On pourrait avancer qu'il s'agit d'un service de proximité nouveau genre : l'approvisionnement en légumes biologiques.

Après une première année d'opérations, on peut constater que le jardin a contribué à l'insertion socioprofessionnelle des jeunes qui y ont travaillé; à la création de quatre emplois à temps plein et de dix emplois saisonniers, dont la permanence ' reste à assurer. Il a également favorisé un resserrement du tissu communautaire, car ce n'est qu'en partenariat avec différents individus et organismes communautaires que le jardin a pu prendre forme. En effet, environ 85% des subventions reçues correspondaient à des salaires. Il a donc fallu faire preuve d'ingéniosité et recourir à la solidarité régionale pour aménager un jardin de cette ampleur.

### *3.2 Le jardin communautaire biologique le Tourne-Sol*

Situé au cœur du quartier Saint-Sauveur, dans la Basse-Ville de Québec, le jardin communautaire biologique le Tourne-Sol apparaît au détour d'une rue tel un oasis de verdure et de calme dans un environnement de béton. Il fut aménagé à l'initiative de trois jeunes qui avaient plusieurs visées en tête : contribuer à l'embellissement du quartier, rendre accessible le jardinage biologique aux familles vivant dans des immeubles sans terrains, développer une conscience environnementale dans le quartier, y créer une fierté collective et favoriser le développement de liens sociaux. A l'été de 1982, ils bénéficièrent d'une subvention de Chantiers Québec. Celle-ci couvrait presque exclusivement leurs salaires. Ils durent donc faire preuve d'imagination afin d'obtenir les ressources nécessaires au nettoyage du terrain, à l'amendement du sol et à la fabrication de compost dès la première année.

Le jardin fut incorporé dès l'hiver 1983. Aux gens intéressés à devenir membres, on expliquait les objectifs poursuivis. Dès leur inscription, ils devaient s'engager à réaliser des tâches communautaires et à participer activement dans un des comités du jardin (par exemple l'entretien ou les relations publiques).

Le jardin compte 225 jardinets d'une superficie de vingt mètres carrés. Contrairement aux autres jardins communautaires québécois, on permet à ceux et celles qui le désirent, après une première année, de solliciter un deuxième ou un troisième lopin, si la taille de leur maisonnée le justifie. Outre les jardinets, le site comporte des espaces communautaires : un étang, un coin pique-nique, des buttes à courge, une zone de tournesols et autres plates-bandes de fleurs et de fines herbes. Ces espaces sont la responsabilité de tous les membres et leurs produits appartiennent à la collectivité. Les gros équipements comme les tables de pique-nique et les balançoires appartiennent aussi à l'organisation. Le jardin possède des outils qui sont également prêtés pour travailler sur place. Depuis le début, le Tourne-Sol produit sur place du compost qu'il met gratuitement à la disposition des membres.

Le jardin est administré par un conseil d'administration. Les membres qui s'impliquent sur des postes de direction ou comme responsable de comité le font à titre bénévole. Une seule des personnes qui travaillent au jardin perçoit un salaire: il s'agit d'un ou une étudiant (e) du programme d'horticulture du cégep de Charlesbourg que le jardin embauche comme stagiaire chaque été. Le jardin s'autofinance en grande partie grâce aux frais annuels de location des lots (24 dollars par lopin en 1998). Ces revenus sont complétés par la vente de semences, de boissons gazeuses, de produits du jardin (miel, courges) aux membres et, occasionnellement, au public, lors de journées portes ouvertes. Le salaire du ou de la stagiaire est défrayé en partie par une subvention de Ressources Humaines Canada.

Le jardin ne s'adresse à aucune catégorie sociale en particulier. On privilégie cependant les résidents de la ville de Québec (particulièrement les quartier Saint-Sauveur, Saint-Roch, Limoilou, Saint-Jean-Baptiste). Parmi les membres, on retrouve plusieurs familles monoparentales, dont un certain nombre de responsables sont sans emploi. Ils ne constituent cependant pas la majorité. Fonctionnaires, professionnels, étudiants et ouvriers se côtoient au jardin. En outre, quelques lots sont loués par des organismes communautaires d'aide sociale et alimentaire de Québec qui permettent ainsi à des familles dans le besoin de jardiner gratuitement.

Après plus de quinze ans d'existence, les impacts sociaux de cette initiative sont assez apparents. Sur le jardin, les membres font l'apprentissage de la civilité et du respect du bien commun. Chez les nouveaux membres, le concept de communautaire n'est pas toujours clair au départ. Il est arrivé, et il arrive encore, que certains s'approprient les fleurs ou les herbes des espaces communautaires. Avec le temps ils comprennent cependant qu'au Tourne-Sol «communautaire» ne veut pas dire «tout est à moi» mais plutôt, «tout le monde participe et certaines choses appartiennent au groupe». Le jardin et leurs jardinets font la fierté des membres. Les promoteurs du jardin semblent avoir gagné leur pari : l'aspect du jardin incite les gens à y séjourner

avant ou après leur jardinage afin de profiter de la beauté et du calme des lieux. Ils échangent alors avec les autres membres. Plusieurs personnes à la retraite sont membres du Tourne-Sol. Pour elles, venir jardiner est une activité valorisante et s'impliquer dans un comité leur permet de conserver le sentiment d'être utiles. Les responsabilités partagées et les journées de corvées communautaires contribuent à développer un sentiment d'appartenance et une solidarité entre les membres qui, tous, bénéficient du travail réalisé par les uns et les autres.

#### **4. Jardins, intervention et collectivités locales : quelques repères**

Le jardinage communautaire ne représente pas toujours un soutien au développement des collectivités locales. Les particularités des projets présentés permettent de soulever certaines hypothèses quant à la façon dont l'intervention oriente la dynamique sociale qui se met en place avec l'activité de jardinage.

L'autonomie juridique et financière des jardins sont des éléments déterminants de leur capacité à perdurer. Comme tels, ils influencent les répercussions possibles des jardins sur les collectivités locales à moyen et à long terme.

Parmi les cas présentés, le CECEAMI et le Tourne-Sol constituent sans aucun doute les expériences ayant eu un plus grand impact sur les collectivités locales. Ces deux projets ont plusieurs points en commun : 1) les participants sont des membres à part entière de l'organisation, qui repose sur une structure démocratique, participative et solidaire où tous ont les mêmes droits et les mêmes obligations; 2) on n'y trouve pas de coordonnateurs ou d'intervenants spécialisés travaillant auprès d'une clientèle «vulnérable»; 3) aucun des projets n'est articulé autour de la problématique de la sécurité alimentaire; 4) dès le départ, on y a identifié clairement des objectifs liés à la formation et à l'éducation chez les membres du groupe et, par le biais des membres, à celle de la communauté; et 5) le renforcement des liens sociaux, au-delà des participants directs, fait également partie des objectifs visés par leurs promoteurs.

Les projets mis de l'avant par Luna Nueva et le CEDICAR, s'ils provoquent des dynamiques intéressantes chez les individus et les maisonnées participantes, donnent des résultats beaucoup plus mitigés en regard des collectivités locales. Ils partagent certaines caractéristiques : 1) ils sont axés d'abord sur la sécurité alimentaire; 2) les familles des participants y sont désignées comme les principales bénéficiaires de l'intervention; 3) les participants y reçoivent une formation et des intrants devant leur permettre de pratiquer le jardinage mais l'intervention demeure ponctuelle; 4) la frontière est étanche entre l'organisme promoteur et les participants.

Dans ce paysage, le jardin collectif des Bois-Francis occupe un espace aux contours moins bien définis. Il vise à la fois la sécurité alimentaire et l'auto-prise en charge des collectivités locales. N'ayant pas de statut juridique autonome, puisqu'il est rattaché aux cuisines collectives, il est néanmoins géré par des coordonnateurs sous la supervision des membres d'un comité formé, celui-ci, de représentants de différents organismes régionaux du milieu communautaire ou éducatif. Dépendant de subventions obtenues dans le cadre de programmes étatiques d'employabilité et de création d'emplois, il s'est défini comme une entreprise qui écoule une partie de ses produits sur le marché tout en demeurant solidaire des partenariats locaux.

Pour conclure, si l'on fait des liens entre les visées des promoteurs, les formes • organisationnelles mises de l'avant et les résultats sur les individus et les collectivités, il est possible d'avancer que les jardins qui misent, dès l'étape de la planification, sur la participation citoyenne et la démocratie, ont un impact non seulement sur les individus mais également au plan de la communauté. Cette dynamique est difficilement générée par un projet ancré dans une vision «assistencialiste». Ainsi, même si l'ensemble des intervenants des organisations étudiées favorise l'auto-prise en charge, les modalités de l'intervention ne permettent pas toujours de l'assurer. L'effet souhaité ne se produit que lorsque les participants sont partie prenante du projet.

Notre analyse révèle également que les projets les plus pertinents pour le développement local ne s'adressent pas à des catégories sociales défavorisées dont on fait la cible d'une intervention et qui en deviennent des «bénéficiaires». Les initiatives qui possèdent une base territoriale semblent davantage à même de provoquer des dynamiques de prise en charge collective.

### Références bibliographiques

BOULIANNE, Manon (1997) Paysannerie et expansion urbaine au Mexique : les stratégies des expropriés dans un éjido d'Altamira, au Tamaulipas. Thèse de doctorat. Département d'anthropologie, faculté des sciences sociales, Université Laval.

CÉRÉZUELLE, Daniel (1996). *Pour un autre développement social*, Paris, Desclée de Brouwer.

COSGROVE, Sean (1998). «Community Gardening in Major Canadian Cities : Toronto, Montréal and Vancouver Compared». Communication présentée lors de la Conférence internationale «Urban Agriculture Policy in Southern Africa». Pretoria, Afrique du Sud, mars. *Urban Agriculture /Vote5* (<http://www.cityfarmer.org/canadaCC.html>. 09/04/98)

EGZHIABER, Axumite (1994) «Urban Farming, Cooperatives and the Urban Poor in Addis Ababa»; in Pyar Ali Memon et al., *Cities Feeding People: an Examination of Urban Agriculture in East Africa*. CRDI, Ottawa : 85-104.

HYNES, Patricia (1996). *A Patch of Eden. Americas' Inner-City Gardeners*. White River Junction, Vermont, Chelsea Green Publishing Company.

LABRECQUE, Marie-France (1997). *Sortir du labyrinthe. Femmes, développement et vie quotidienne en Colombie andine*. Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa.

LANDMAN, Ruth (1993) *Creating Community in the City. Cooperatives and Community Gardens in Washington, D.C.* Westport, CT. et London : Bergin & Garvey.

LÉVESQUE, Benoît, BOURQUE, Gilles L. et Eric FORGUES (1997) «La sociologie économique de langue française : originalité et diversité des approches». *Cahiers internationaux de sociologie*, vol. CIII : 265-294.

MALAKOFF, David (1998). «What Good is Community Greening?» Version électronique d'un article publié dans *Community Greening Review*.  
(<http://communitygardens.org/whataood.htm#14>, 20/07/98)

MOUGEOT, Luc J.A. (1994). «Urban Food Production: Evolution, Official Support and Significance (with special reference to Africa)». Cities Feeding People Series, report no. 8, IDRC, Canada. Disponible dans *Urban Agriculture Notes*.  
(<http://www.cityfarmer.org/lucTOC26.html>, 11/08/97)

NUGENT, Rachel A. (1997). «The Significance of Urban Agriculture». *Urban Agriculture Notes*,  
(<http://www.cityfarmer.org/racheldraft.html>, 21/08/97)

PEDNEAULT, André et Roll GRENIER (1996; *Créer un jardin communautaire. L'aménager, le gérer, l'animer*. Montréal, Mouvement pour l'Agriculture Biologique.

POULY, Jacques (1995). «Les différents types de jardins». Conseil Général des Bouches du Rhône. Colloque du 13 septembre 1995. *Jardins potagers et insertion* : 6-7.